



Février 2024

EDITO

LA DOUANE, ALLIEE des AGRICULTEURS DANS LEUR COMBAT

Les effets de la mondialisation et du libéralisme triomphant poursuivent leurs ravages partout autour de nous. Certains pays, citons l'Argentine, sont désormais dirigés par des libertariens, dont la doctrine économique vise au démantèlement de l'État, à la dérégularisation de tous secteurs pouvant être investis par le marché.

Car c'est bien connu, le Marché sait tout, le Marché peut tout, le Marché vous rendra heureux !

Cette doctrine, distillée par l'École de Chicago et ses charmants penseurs (Milton Friedman, Friedrich Von Hayek) ont mis à genoux des pays comme le Chili et déjà l'Argentine, bien avant l'arrivée du président Milei, et sa célèbre tronçonneuse.

Dernièrement, ce dernier rêve ni plus ni moins de privatiser la Mer d'Argentine, soit plus de 900 000 km², située au sud-est du pays.

Qui dit mieux ?!

Dans notre vieille Europe, où des « penseurs » libertariens sont également à l'œuvre, le Marché va bien. Bien qu'il tousse un peu en ce moment, pour preuve le mouvement de colère qui secoue le monde agricole, en France, mais également d'autres pays européens, ce qui est relativement nouveau.

Nos agriculteurs se battent pour leurs revenus, contre une Europe qui les épuise à coup de règlements et de normes et contre une administration française, qu'ils qualifient volontiers d'inquisitrice !

Depuis plusieurs semaines, les barrages succèdent aux barrages et s'agrémentent ici et là de nombreuses dégradations, préfectures redécorées à la sauce agricole, avec force paille pourrie et lisiers, routes et autoroutes labourées, défoncées.

Bref, quand le gouvernement fera les comptes au bout de la foire, le contribuable pourra compter les millions d'euros qu'il faudra aligner pour passer le balai et faire le ménage.

La Douane n'est pas en reste et est identifiée comme cellule nuisible, forcément hostile au monde agricole, car bras armée de ce fameux Etat inquisiteur.

Les bureaux des services des douanes de Nîmes (Bureau et surveillance) ont été incendiés dernièrement.

Depuis le début du conflit, la CGT a apporté son soutien à certains syndicats agricoles mais condamne également avec fermeté la violence, les dégradations et les exactions.

La CGT considère que les revendications des agriculteurs sont justes et légitimes. Surtout celles qui concernent la reconquête de la valeur ajoutée.

Un travailleur doit pouvoir vivre décemment de son travail. C'est une règle d'or à laquelle tous syndicalistes adhèrent et qu'il défend. Il s'agit là de la base, de l'ADN du travail et de l'engagement syndical. Et c'est valable pour le monde agricole !

Monde agricole, qui, sous l'action de quelques syndicats, a embrassé il y a longtemps les thèses de la mondialisation et du libéralisme. Et que dire de Bruxelles et de l'Union européenne ? Où séjournent les forcenés et les adorateurs du Marché, qui certaines nuits, doivent s'endormir en rêvant de l'Argentine et de son nouveau super-héros.

Comme tous secteurs économiques, le monde agricole a besoin de régulation. Actuellement, nos agriculteurs, sous le coup de la colère, ne voient que normes vexatrices, que lois inutiles et abrutissantes. Il est vrai que le codex est impressionnant et parfois surréaliste.

Il ne faut pourtant pas oublier que certaines normes légales existent également pour aider le monde agricole, le défendre et nous protéger accessoirement ...

La DGDDI est une des administrations qui participent à la police de l'économie, à la régulation du marché. C'est d'ailleurs pour cette raison que celle-ci est la cible, depuis plusieurs décennies, de

certain « penseurs » qui, depuis leurs bureaux ministériels, ne veulent que son anéantissement.

C'est bien connu, sans régulation, leur monde serait beaucoup plus beau. Souvenez-vous, le Marché sait tout, le Marché peut tout, le Marché vous aime !

Avec moins de douane, le Marché se porte mieux !

La CGT mène un combat de tout instant pour contrer ces illuminés adorateurs du marché sans foi ni loi.

Pour atténuer les effets du Marché, le monde a besoin de régulation !

Il s'agit là d'une affirmation forte de la CGT.

Nous avons entre autres, besoin de la douane ! Nous devons conserver les structures, les emplois et surtout les compétences.

Ce rôle protecteur de la douane passe par exemple, par le contrôle des produits alimentaires qui se présentent à nos frontières.

Ainsi, la saisie en janvier dernier par nos collègues du Havre, de 50 tonnes de riz brun, contenant des taux surprenants d'insecticide, d'acétamipride* et d'imidaclopride*.

Bon appétit ... !

Autre illustration du besoin de régulation ...

L'Union européenne a signé de nombreux accords commerciaux. Certains acteurs sont des puissances agricoles redoutables comme le Canada, par exemple. Les produits de ces pays pénétrant le marché de l'UE ne respectent pas les mêmes normes de production qu'appliquent nos agriculteurs au jour le jour.

De plus, les prix pratiqués sont également différents. Un gigot d'agneau origine Nouvelle-Zélande (qui doit prochainement signer un accord), est moins cher que le même gigot produit par un de nos éleveurs, alors qu'il a fait le tour du monde pour arriver dans les casseroles du consommateur européen !

Cette concurrence est déloyale *et l'impact écologique désastreux* !

Quand « en même temps » on nous serine à longueur de journée que la planète va mal pour cause de réchauffement climatique et que l'on nous impose une écologie punitive à marche forcée (sobriété énergétique, eau etc...)

Notre syndicat s'est très tôt prononcé contre cette mise en concurrence déloyale, en proposant des mesures économiques, fiscales et environnementales qui protègent les citoyens, les travailleurs, les services publics et toute notre économie.

Un certain accord fait également grincer des dents !

Celui concernant le MERCOSUR, vaste zone de libre échange réunissant l'Argentine, le Brésil, le Paraguay et l'Uruguay.

Avec le MERCOSUR, nous nous situons immédiatement dans une autre dimension, le poids agricole des deux premiers pays cités est considérable, phénoménal, extraordinaire ! Leurs producteurs produisent également « sans foi ni loi »,

ne respectent ni normes sociales, ni environnementales et sont les meilleurs amis du Monde de la Chimie et de l'agro-pharmacie.

Un accord commercial en discussion à Bruxelles, c'est un peu comme un champ de foire, mais en beaucoup plus grand. Les différents pays de l'UE font du lobbying pour placer leurs produits et il faut être capable de défendre les dossiers !

Les négociateurs doivent batailler produits par produits ! En n'oubliant jamais que les petits renoncements peuvent engendrer des catastrophes économiques dans certains secteurs.

A ce niveau, on peut se demander si un pays comme l'Allemagne, qui est favorable à l'accord avec le Mercosur, n'a pas décidé de sacrifier le secteur agricole, pour mieux défendre ses exportations de véhicules, machines outils et produits chimiques, si chers aux grands propriétaires brésiliens.

Nos missions régaliennes, au service de la loyauté des échanges et de la régulation économique pour éviter le dumping social, économique et environnemental, sont au service du monde paysan, comme de l'ensemble des citoyens.

La DOUANE a un rôle important et essentiel dans ce conflit.

Les agents savent contrôler un produit tiers arrivant à nos frontières, sont capables de lire et d'appliquer les bonnes normes qui nous protègent et maintiennent la loyauté des échanges. Les agents des douanes savent également lire et décoder les différents règlements établissant les accords commerciaux, souvent illisibles. Celui concernant la Corée du Sud fait presque 1500 pages !

Pour cela, la DOUANE doit être maintenue dans ses droits, compétences et effectifs !

C'est le combat du SNAD-CGT et de ses militants !

* L'acétamipride est un composé organochloré de formule brute C₁₀H₁₁CIN₄. C'est un insecticide inodore de la famille des néonicotinoïdes vendu sous les marques Assail, Pristine, Chipco par Aventis CropSciences et Supreme par Certis Europe4. Il est systémique et est destiné à lutter contre les insectes suceurs dans les cultures de végétaux feuillus, d'agrumes, de piridions, dans la vigne, dans la culture de coton, de brassica et de plantes ornementales1. C'est également un pesticide clé dans la culture de la cerise en raison de son efficacité contre la larve de la mouche de la cerise. (source WIKIPEDIA)

* L'imidaclopride est un pesticide de la famille des néonicotinoïdes, insecticides les plus utilisés dans le monde, et massivement employés en agriculture depuis le début des années 1990 (et depuis 1994 en France4). Présent dans de nombreuses formulations, l'imidaclopride est la substance active du Gaucho pour traiter les céréales, et entre également dans la composition du Confidor (pour les arbres fruitiers), du Provado (pour les jardins), du Advantage (contre les puces et les tiques pour les chiens et les chats), ou encore du Premise (contre les termites et les cafards). Ayant un atome de chlore sur son cycle pyridine, il fait partie des chloronicotinyles.

Comme tous les néonicotinoïdes, ce pesticide est un produit « systémique »5, c'est-à-dire qui diffuse dans tout l'organisme de la plante (et ainsi présent à faibles doses dans le nectar et le pollen6 des fleurs de cultures industrielles traitées avec ces produits, telles que le maïs7 et le colza8 ; la première démonstration ayant été publiée en 2003 pour le tournesol par le CNRS9). Plus récemment, il est apparu que tous les compartiments environnementaux pouvaient être contaminés : sol, eau, plantes, pollens, nectars, air10 du fait de l'utilisation massive et préventive de l'imidaclopride (ou d'autres néonicotinoïdes). (source WIKIPEDIA)